

CONSEIL ECONOMIQUE
ET SOCIAL

SEANCE

Vendredi 2 mars 1951, à 15 heures

PROCES-VERBAUX OFFICIELS

SANTIAGO DE CHILI

SOMMAIRE

Page

Situation économique mondiale (E/1907, E/1910, E/1910/Add.1 et 2, E/1912
E/1912/Add.1 à 3 et E/C.2/280) [suite] 7

Président: M. Hernán SANTA CRUZ (Chili).

Présents: Les représentants des pays suivants:

Belgique, Canada, Chili, Chine, Etats-Unis d'Amérique, France, Inde, Iran, Mexique, Pakistan, Pérou, Philippines, Pologne, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suède, Tchécoslovaquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay.

Les représentants des institutions spécialisées suivantes:

Organisation internationale du Travail, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Banque internationale pour la reconstruction et le développement, Fonds monétaire international.

Situation économique mondiale (E/1907, E/1910, E/1910/Add.1 et 2, E/1912, E/1912/Add.1 à 3 et E/C.2/280) [suite]

[Point 3 de l'ordre du jour]

1. M. TCHERNYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) estime que le représentant des Etats-Unis a essayé de détourner le débat de son sujet essentiel, c'est-à-dire l'analyse objective du rapport sur la situation économique mondiale. Le représentant de l'URSS se réserve le droit de répondre par la suite aux attaques des représentants des Etats-Unis et de certains autres pays, afin de démontrer quels sont ceux qui sabotent réellement la coopération internationale et créent une menace pour la paix.

2. M. Tchernychev rappelle que sa délégation a toujours pris une part active au débat annuel sur la situation économique mondiale, en fournissant une analyse de la situation économique en URSS et dans d'autres pays, ainsi qu'en faisant ressortir les conséquences néfastes de la politique hostile à la coopération internationale poursuivie par certains Etats.

3. Le Rapport sur l'économie mondiale 1949-1950 préparé par le Secrétariat ne reflète pas la situation réelle de l'économie mondiale et constitue un document inexact et tendancieux. En effet, d'une part, il attribue sans aucune raison une importance excessive à l'économie des Etats-Unis et, d'autre part, il s'efforce, de propos délibéré, de réduire et de dissimuler les résultats

obtenus en URSS et dans les démocraties populaires en 1950 et au cours des années précédentes.

4. L'économie de l'URSS est basée sur la loi de la production socialiste accrue conformément au plan de développement économique. L'activité économique de l'URSS au cours de la période d'après-guerre a été régie par le plan quinquennal de reconstruction et de développement pour les années 1946 à 1950, dont les objectifs principaux consistaient à reconstruire les régions dévastées, ainsi qu'à atteindre et dépasser le niveau de production d'avant-guerre. Il y a lieu de rappeler que le total des dommages de guerre en URSS a atteint 128 milliards de dollars. La reconstruction de l'économie de l'Union soviétique a été parachevée et les objectifs du plan dépassés. C'est ainsi que la production brute industrielle devait en 1950 être supérieure de 48 pour 100 à celle de 1940, alors que l'augmentation réellement obtenue au cours des onze premiers mois de l'année atteint 72 pour 100; la production sidérurgique a augmenté de 44 pour 100 au lieu de 35 pour 100, celle d'énergie électrique de 87 pour 100 et l'extraction de charbon de 57 pour 100. Au cours du plan quinquennal, 6.000 entreprises industrielles ont été reconstruites ou nouvellement créées, sans compter un grand nombre d'entreprises d'Etat et de coopératives. L'augmentation de la production industrielle brute en 1950 par rapport à 1949 a été de 23 pour 100.

5. Des résultats analogues ont été obtenus dans l'agriculture; la récolte brute de céréales a atteint, en 1950, 125 millions de tonnes; la récolte brute de coton a été de 40 pour 100 supérieure à celle de 1940; la surface ensemencée s'est accrue de 6.600.000 hectares par rapport à 1949; l'équipement technique agricole a sensiblement augmenté: en 1950, l'agriculture a obtenu l'équivalent de 180.000 tracteurs de 15 cv, 46.000 moissonneuses-batteuses, 82.000 camions et 1.700.000 machines agricoles de tous genres. Le nombre de têtes de bétail dans les exploitations collectives s'est accru en 1950 de 10 pour 100, le nombre de porcs de 28 pour 100, le nombre de chevaux de 15 pour 100, le nombre de volailles de 44 pour 100. A la fin de 1950, le nombre total des bovins s'élevait à 57.200.000. Par ailleurs, l'exécution de plans de reboisement et de création

d'étangs dans les régions des steppes s'est poursuivie et 1.300.000 hectares ont été reboisés en l'espace de deux ans.

6. Au cours de l'année 1950, le commerce intérieur a continué de se développer et le 1er mars 1950, le gouvernement a pu appliquer une nouvelle réduction des prix de détail des produits de consommation, la troisième réalisée depuis la suppression du rationnement, qui a eu lieu en 1947. Le total des ventes au détail s'est accru de 30 pour 100 par rapport à 1949; le taux d'augmentation a été de 27 pour 100 pour les denrées alimentaires et de 35 pour 100 pour les produits manufacturés. Le 1er mars de l'année en cours, le Gouvernement de l'URSS a appliqué une nouvelle réduction des prix de détail, allant de 10 à 20 pour 100, qui correspond à un accroissement total du pouvoir d'achat de consommation de 27 milliards 500 millions de roubles.

7. Ces faits témoignent des résultats remarquables obtenus grâce au labeur des peuples de l'URSS dans un régime d'économie socialiste. Les peuples de l'URSS se consacrent à un labeur pacifique, alors que, dans un grand nombre de pays capitalistes, et particulièrement aux Etats-Unis, on assiste à une course effrénée aux armements en vue de la préparation d'une nouvelle guerre mondiale. L'URSS a entrepris l'exécution de travaux gigantesques, comportant la construction de centrales électriques à Kouibychev et à Stalingrad sur la Volga, du canal de Turkmenie de l'Amou-Daria à Krasnovodsk, de la centrale de Kakhovka sur le Dniéper, ainsi que des canaux de l'Oural du Sud et de la Crimée du Nord. La puissance installée totale de ces centrales hydro-électriques s'élèvera à plus de 4 millions de kilowatts et leur production moyenne à 22 milliards de kilowatts-heure.

8. Le développement de l'économie nationale se reflète dans un accroissement correspondant du revenu national. Le représentant de l'URSS déclare à cette occasion que les chiffres qui figurent dans le rapport du Secrétariat au sujet du revenu national par habitant de l'URSS et des pays de démocratie populaire sont faux. La comparaison de ces données avec celles qui concernent les autres pays fait apparaître la situation aux Etats-Unis et au Royaume-Uni comme bien meilleure qu'elle ne l'est en réalité.

9. Les chiffres concernant l'URSS n'ont pas été puisés aux sources officielles, mais ont été fabriqués par le Secrétariat. Par ailleurs, en URSS la distribution du revenu national s'effectue dans l'intérêt du bien-être des masses laborieuses, alors que dans les pays capitalistes elle s'effectue dans l'intérêt des monopoles capitalistes. Les statistiques dressées sur le papier ne donnent pas un tableau réel du revenu national par habitant des pays capitalistes, puisqu'elles sont établies en divisant le revenu global par le nombre d'habitants. En effet, il est nécessaire de tenir compte des prélèvements des sociétés capitalistes.

10. M. Tchernychev fait également ressortir que le revenu national de l'URSS a dépassé en 1950 le niveau d'avant-guerre de plus de 60 pour 100, alors que l'augmentation prévue dans le plan n'était que de 38 pour 100. L'accroissement du revenu national par rapport à 1949 s'est élevé à 21 pour 100. Cet accroissement du

revenu national a eu pour conséquence une augmentation considérable du pouvoir d'achat de la population, qui s'est reflétée dans l'augmentation du volume des ventes de produits de consommation.

11. L'amélioration du niveau de vie des travailleurs se reflète également dans l'accroissement des dépenses sociales de toutes sortes effectuées par l'Etat, pour les assurances sociales, les congés payés, les allocations familiales, les bourses d'études, etc. Le montant total des dépenses de cette catégorie s'est élevé en 1950 à plus de 120 milliards de roubles. A la suite de toutes ces mesures, le revenu réel des travailleurs a été, en 1950, supérieur de 19 pour 100 à celui de 1949.

12. Ces résultats démontrent clairement que le peuple et le Gouvernement de l'URSS dirigent leurs efforts vers le développement pacifique de leur pays. En effet, si l'URSS avait concentré son activité sur le développement des productions de guerre, elle n'aurait pas été en mesure d'obtenir les résultats qu'on vient de citer et n'aurait pas pu non plus entreprendre l'exécution de son programme de grands travaux.

13. Un développement considérable de la production et du bien-être des travailleurs a pu également être observé au cours de 1950 dans les pays de démocratie populaire. C'est ainsi que le plan annuel de production industrielle a été réalisé à concurrence de 107,5 pour 100 en Pologne, de 102,7 pour 100 en Tchécoslovaquie et de 104 pour 100 en Roumanie. Les progrès réalisés par rapport à 1949 ont été considérables, ce qui dément l'affirmation contenue dans le rapport du Secrétariat, d'après laquelle le rythme du développement industriel de ces pays se serait ralenti. L'agriculture et notamment son secteur socialisé ont également réalisé de grands progrès. Ces pays ont une industrie presque entièrement socialisée et ils ont réussi à supprimer complètement le chômage.

14. Des succès particulièrement importants ont été obtenus dans la République populaire de Chine, qui a accompli une grande réforme agraire. Cette réforme a mis complètement fin à la structure féodale de l'agriculture et va ainsi stimuler le développement de la production agricole, tout en constituant également une base solide pour l'industrialisation de ce pays. Le Gouvernement populaire de Chine a également supprimé la domination plus que centenaire exercée par le capital étranger sur l'économie chinoise. Le secteur socialisé s'étend déjà à la plus grande partie de l'industrie, et des grands progrès ont pu être accomplis dans la reconstruction de l'économie, ainsi que dans la condition des travailleurs.

15. La situation économique des pays capitalistes a, par contre, été caractérisée au cours de 1950 par un manque de stabilité et par des difficultés, inhérentes aux contradictions du régime capitaliste de production et de distribution. On sait que, depuis la fin de 1948 et jusqu'à la fin de 1949, des symptômes sérieux d'une crise croissante ont pu être observés dans certains pays capitalistes, et notamment aux Etats-Unis. La baisse de la production industrielle a atteint 13 pour 100 d'octobre 1948 à juin 1949, et le nombre de chômeurs complets s'est élevé en novembre 1949 à 5 millions, auxquels s'ajoutaient 19.600.000 chômeurs partiels. La politique d'expansion économique poursuivie par les milieux diri-

geants des Etats-Unis, au moyen de la doctrine Truman, du plan Marshall et d'autres mesures analogues, n'a donc pas réussi à y maintenir un niveau élevé de la production et de l'emploi. Pour parer à leurs difficultés économiques, ils s'efforcent actuellement de passer à une économie de guerre, afin d'accroître au moyen de la production d'armements la production et surtout les bénéfices des monopoles capitalistes.

16. Le passage des Etats-Unis à une économie de guerre se reflète notamment dans l'affectation aux productions de guerre d'une grande partie des entreprises et de la main-d'œuvre occupées antérieurement à la satisfaction des besoins civils; cela a commencé avant même les événements de Corée. Ce passage à l'économie de guerre se traduit naturellement par de graves dangers d'inflation; M. Tchernychev cite, dans ce sens, une déclaration du sénateur John Williams, qui a dit au Sénat, le 14 août 1950, que la politique de déficit budgétaire mène les Etats-Unis à la faillite. Il est certain que la tentative des milieux dirigeants des Etats-Unis de ranimer leur économie par le réarmement est vouée à l'échec et qu'elle ne peut que désorganiser l'économie nationale, réduire le marché intérieur et diminuer le niveau de vie.

17. Cependant, les milieux dirigeants des Etats-Unis, agissant dans l'intérêt des grands monopoles, organisent le passage à l'économie de guerre, car ils espèrent obtenir, grâce à la guerre un accroissement de leurs profits. Ils se réjouissent cyniquement que la guerre de Corée ait ranimé l'activité économique et que le programme de réarmement semble écarter pour longtemps le danger de crise. Le *Wall Street Journal* a même avoué, le 29 septembre 1950, que la perspective d'assurer la paix constituait une menace effroyable. Tout cela permet de constater quels sont ceux qui ont eu intérêt à déclencher la guerre en Corée et qui s'opposent à tout règlement pacifique.

18. L'accroissement de la production de guerre a pour conséquence une forte réduction de la production pour la consommation civile aux Etats-Unis. C'est ainsi qu'en 1951 la production de certains produits essentiels de consommation civile sera réduite de 20 à 25 pour 100 et que l'attribution d'acier pour la production d'automobiles, ainsi que d'autres produits de consommation civile a été réduite de 30 pour 100.

19. Le passage à l'économie de guerre a naturellement pour conséquence l'aggravation des dépenses militaires, la hausse des prix et l'inflation. Déjà, depuis 1947, l'accroissement des dépenses militaires se poursuit sans discontinuer aux Etats-Unis et dans les autres pays capitalistes. Ces dépenses ont atteint aux Etats-Unis 10 milliards 900 millions de dollars en 1948, 11 milliards 900 millions de dollars en 1949 et 12 milliards 300 millions de dollars dans les prévisions budgétaires initiales pour 1950. Depuis les événements de Corée, l'accroissement s'est sensiblement accéléré et le total des crédits militaires pour l'exercice 1950-1951 atteint 42 milliards de dollars, auxquels doivent s'ajouter encore 14 milliards. Suivant M. Lawton, Directeur du Bureau du budget (*Bureau of the Budget*), dans le budget de l'exercice 1951-1952, les dépenses militaires sont prévues pour 59 milliards 800 millions de dollars, soit 83 pour 100 du total.

20. Sous l'influence des Etats-Unis, un accroissement semblable des dépenses militaires se produit dans les autres pays capitalistes. C'est ainsi qu'au Royaume-Uni les dépenses militaires des trois prochaines années doivent atteindre 4 milliards 500 millions de livres sterling; les dépenses militaires constituent déjà un tiers du budget du Royaume-Uni. La France, conformément aux engagements qui lui ont été imposés par le Traité de l'Atlantique Nord, dépense déjà 34 pour 100 de son budget pour les dépenses militaires et plus de 2 milliards de dollars ont été dépensés pour la guerre coloniale contre le peuple du Vietnam. Le Canada affecte aux dépenses militaires 52 pour 100 de son budget, et même l'Italie, pays appauvri par la guerre, doit dépenser pour les besoins militaires 32 pour 100 de son budget.

21. L'accroissement des dépenses pour la course aux armements et la préparation à la guerre constituent un lourd fardeau pour les peuples des pays capitalistes. Aux Etats-Unis, on prévoit un accroissement des impôts, dont le total doit passer de 50 à 75 milliards de dollars. Ces nouveaux impôts doivent naturellement être supportés surtout par les travailleurs; c'est ainsi que, sur le total des impôts directs à percevoir au cours du présent exercice, 27 milliards doivent être fournis par la population et seulement 20 milliards par les impôts sur les bénéfices des sociétés, qui ont pourtant accusé une augmentation considérable.

22. L'accroissement des dépenses militaires et des impôts a pour conséquence le renchérissement de la vie et la diminution des salaires réels. En janvier 1951, d'après une déclaration du *New York Post*, les prix de détail aux Etats-Unis ont été supérieurs de 19 pour 100 à ceux de la période correspondante de 1950. Par contre, les taux des salaires viennent d'être officiellement "bloqués" à un niveau tel que le pouvoir d'achat qu'ils représentent est loin de correspondre à la récente hausse des prix des denrées.

23. M. Tchernychev cite également un certain nombre de faits qui démontrent l'existence misérable des ouvriers agricoles noirs dans les régions du sud des Etats-Unis; leur salaire quotidien ne s'élève souvent qu'à 50 cents, avec indemnité de subsistance, et 75 cents sans cette indemnité; cet état de choses constitue un contraste frappant avec les affirmations des milieux dirigeants des Etats-Unis au sujet du niveau de vie élevé de leur population. Des faits semblables peuvent être cités au sujet d'autres pays capitalistes, tels que l'Italie, où plus de la moitié de la population se trouve dans un état de pauvreté extrême. De plus, il existe dans de nombreux pays capitalistes, y compris les Etats-Unis, malgré le développement des industries de guerre et des forces armées, un grand nombre de chômeurs.

24. La politique de course aux armements et de préparation à la guerre poursuivie par les Etats-Unis et d'autres pays capitalistes a abouti en même temps à un accroissement considérable des bénéfices des monopoles capitalistes. C'est ainsi qu'aux Etats-Unis le total des bénéfices des sociétés, après déduction des impôts, s'est élevé à 23 milliards 500 millions de dollars en 1950 contre seulement 13 milliards 900 millions de dollars en 1946. La guerre de Corée a provoqué une nouvelle augmentation des bénéfices des sociétés. Actuellement, les

grandes sociétés industrielles reçoivent les commandes de guerre qui doivent être livrées en 1952 et dont le montant est de plus du triple de celui des commandes passées au cours de l'année précédente. Il y a lieu de souligner qu'alors que les taux de salaires sont bloqués, les prix pour les produits destinés à la défense nationale ne sont pas limités.

25. Le plan Marshall, non seulement n'a pas éliminé les difficultés économiques auxquelles devaient faire face les pays de l'Europe occidentale, mais les a sensiblement aggravées, en portant notamment atteinte aux intérêts des travailleurs. Ces pays ont été notamment obligés d'appliquer une politique de discrimination dans leur commerce avec l'URSS et les pays d'Europe orientale, politique contraire aux principes de la coopération internationale et qui d'ailleurs leur a été fortement préjudiciable.

26. C'est ainsi qu'aux Pays-Bas le journal *Telegraaf* écrivait l'an dernier que les Pays-Bas étaient devenus une colonie américaine, que leur politique financière et économique avait fait faillite, que les prix s'étaient élevés et que le chômage avait augmenté.

27. En Italie, d'après le journal *Daily Compass*, la situation, après trois ans de prétendue aide américaine, est plus grave qu'en 1948. L'industrie textile ne travaille qu'à 60 pour 100 de sa capacité et le niveau des salaires des ouvriers est bien au-dessous du minimum vital. De plus, ce pays compte 2 millions de chômeurs, non compris les chômeurs partiels.

28. Même au Royaume-Uni, qui pourtant a cessé de recevoir l'aide au titre du plan Marshall, étant donné la prétendue amélioration de sa situation économique, l'état de choses réel s'est aggravé. C'est ainsi que, le 1er janvier 1951, c'est-à-dire le jour même où a pris fin l'aide américaine au titre du plan Marshall, les rations de viande britannique ont été réduites de 33 pour 100. La situation de la population britannique s'est sensiblement aggravée depuis la dévaluation, étant donné que les prix ont augmenté, alors que le niveau des salaires est resté pratiquement bloqué. Des faits semblables peuvent être cités au sujet d'autres pays de la même région.

29. M. Tchernychev fait ressortir que les pays qui sont censés bénéficier le plus de "l'aide américaine" semblent se trouver dans la situation la plus grave. C'est notamment le cas des Philippines, dont le gouvernement a dû solliciter un emprunt de 30 millions de dollars pour pouvoir payer ses fonctionnaires.

30. Il est aujourd'hui évident pour tout le monde que le plan Marshall ne poursuit nullement des objectifs altruistes, mais qu'il est destiné à militariser l'économie des pays d'Europe occidentale et à faire de leur population la chair à canon des monopoles américains. La pression que les Etats-Unis exercent sur ces pays en vue de les amener à accroître leurs forces militaires le démontre clairement.

31. La presse américaine reconnaît ouvertement qu'aussi bien le plan Marshall que le programme du Point quatre poursuivent en réalité des fins militaires et politiques. C'est ainsi que le *New York Times* déclarait le 29 août 1950 que les pays d'Europe occidentale

doivent consacrer leur capacité de production inutilisée à des productions militaires, afin de réduire ainsi les pressions inflationnistes existant aux Etats-Unis. M. Tchernychev cite également, dans le même sens, des déclarations de M. Hoffman, ancien directeur du plan Marshall, qui a dit que la préparation à la guerre devait dorénavant avoir le pas sur la reconstruction économique.

32. C'est à la lumière de ces faits, qui démontrent que le plan Marshall vise à la préparation d'une nouvelle guerre mondiale, qu'il faut interpréter le désir des milieux dirigeants des Etats-Unis de reconstituer en Allemagne occidentale une armée composée d'assassins fascistes, ainsi que la libération de criminels de guerre fascistes condamnés pour assassinats.

33. M. Tchernychev rappelle que, sous la direction des Etats-Unis et du Royaume-Uni, on est en train de créer à Washington un comité chargé de contrôler la production et la distribution des principales matières premières. Seuls les pays capitalistes sont invités à participer à l'activité de ce comité. Le représentant de l'URSS déclare, par conséquent, que la création de ce comité est contraire à la Charte des Nations Unies et qu'elle vise à assurer aux monopoles des Etats-Unis, du Royaume-Uni et de la France la domination des marchés des matières premières les plus importantes.

34. La politique économique internationale des Etats-Unis non seulement ne favorise pas la coopération économique entre Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies, prévue par la Charte, mais au contraire entrave cette collaboration, étant donné que les milieux dirigeants des Etats-Unis stimulent de propos délibéré la haine et la méfiance entre les nations.

35. La politique de discrimination en matière commerciale à l'égard de l'URSS et des pays de démocratie populaire, appliquée par les Etats-Unis et les pays d'Europe occidentale qui suivent leurs consignes, entrave le commerce normal et la coopération économique internationale. En raison de cette politique, le niveau du commerce entre les pays d'Europe orientale et ceux de l'Europe occidentale reste très bas. D'après les données qui figurent dans le rapport du Secrétariat, le niveau du commerce, en 1949, entre l'Europe orientale et le reste du monde a été inférieur des deux tiers à celui d'avant-guerre et a encore baissé en 1950. Cependant, ce rapport dissimule le fait que cette stagnation des échanges est due à la politique de discrimination des Etats-Unis.

36. Le Secrétaire de la Commission économique pour l'Europe, M. Myrdal, a pourtant déclaré qu'il est indispensable de développer les échanges entre l'est et l'ouest de l'Europe si l'on veut éviter la faillite économique de l'Europe occidentale.

37. La suppression de toute discrimination dans les échanges avec l'URSS et les pays de démocratie populaire stimulerait sensiblement le développement de la coopération économique internationale et favoriserait le développement du bien-être des populations, la consolidation de la paix et de la sécurité et le développement des rapports amicaux entre les peuples.

38. L'URSS souhaite le développement de ses rapports économiques et commerciaux avec tous les autres pays,

quel que soit leur régime économique. Les différences de régime et d'idéologie n'excluent nullement la possibilité d'une coopération et de rapports normaux entre l'URSS et les pays capitalistes, notamment les Etats-Unis. En effet, comme l'a déclaré le chef du Gouvernement de l'Union soviétique, le généralissime Staline, il n'est pas nécessaire, pour qu'une coopération soit possible, que le système en vigueur soit le même dans les différentes nations. Cependant, comme l'a dit également le généralissime Staline, il y a lieu de distinguer entre la possibilité d'une coopération, qui existe toujours, et la volonté de coopération qui peut ne pas être présente.

39. Or, la politique suivie par les milieux dirigeants des Etats-Unis au cours de la période d'après-guerre a démontré que les Etats-Unis non seulement ne désirent pas pour eux-mêmes une coopération économique et commerciale avec l'URSS, mais empêchent également les autres pays d'établir des rapports économiques normaux avec l'URSS et les pays de démocratie populaire.

40. M. KEARNEY (Canada) tient tout d'abord à féliciter le Secrétariat pour l'excellent travail qu'il a accompli en préparant le *Rapport sur l'économie mondiale, 1949-1950*. Ce rapport, dans son ensemble, sera d'une grande utilité pour quiconque cherche à suivre les débats du Conseil alors qu'il s'efforce de trouver sa voie au milieu des complexités de la situation économique mondiale.

41. Le devoir du Conseil est d'étudier les problèmes qui se posent dans ce domaine et d'indiquer les mesures générales qui permettront aux peuples et aux gouvernements de collaborer en vue de préserver la stabilité économique et d'assurer le bien-être économique de tous. Il ne faut pas perdre ces objectifs de vue, même devant la nécessité d'aborder les problèmes immédiats posés par les nouvelles menaces d'agression et celle de renforcer les moyens de défense. La décision à prendre soulève des problèmes économiques nouveaux pour le Canada. Il est évident que les dépenses complémentaires que ce pays doit assumer au titre de son programme de défense auront des répercussions dans les pays vers lesquels il exporte, et vice versa.

42. Au cours de l'année 1950, la situation économique du Canada se caractérisait, sur le plan national, par un développement croissant de l'activité et par le plein emploi dans toutes les branches de l'industrie; les niveaux du revenu national et de la consommation dépassaient ceux de 1949. L'une des principales causes de cette situation fut le volume considérable des investissements de nouveaux capitaux. Le Canada n'est pas un pays fortement industrialisé, mais il n'est pas davantage un pays insuffisamment développé. Il est encore loin d'avoir atteint son plein développement, mais son industrie manufacturière continue de se développer très rapidement et, au cours des quelques dernières années, un volume appréciable de capitaux nouveaux a été investi dans l'industrie. Il en a été de même pour les nouvelles industries destinées à développer l'exploitation des ressources naturelles du pays, y compris certaines ressources dont on ne soupçonnait pas auparavant l'existence en grande quantité, telles que les gisements pétroliers de l'Alberta et les gisements de minerai de fer

de Steep Rock, dans l'Ontario. Si l'on ajoute à ces investissements les capitaux importants qui ont été placés dans la construction de logements privés et autres édifices, le total des capitaux investis en 1950 atteint le chiffre de 3 milliards 900 millions de dollars, ce qui représente une augmentation de 500 millions de dollars par rapport à 1949, soit plus de 20 pour 100 de la production totale du Canada en biens et services.

43. Cette situation, accompagnée d'une augmentation du volume des exportations, s'est traduite par un accroissement de 4 pour 100 du nombre des personnes employées par rapport à 1949, par une augmentation des salaires qui a amené, à son tour, une augmentation de la consommation de biens de toutes sortes.

44. Passant à l'examen de l'aspect international de l'économie canadienne, M. Kearney fait observer que le rapport du Secrétaire général montre indirectement que le monde a établi les bases qui permettront d'assurer un commerce international actif et équilibré. Il semble que certains éléments de faiblesse de la position commerciale du Canada sur le plan international soient en passe de disparaître. En dépit de l'excédent substantiel de la balance des paiements d'après-guerre, le système trilatéral ou multilatéral du commerce canadien avait donné lieu à des difficultés. Les excédents résultant du commerce avec le Royaume-Uni et la zone sterling en général, ainsi qu'avec les pays d'Europe occidentale, n'avaient pu être convertis en dollars, lesquels étaient nécessaires pour financer les déficits assez importants des transactions avec les Etats-Unis. Au cours des premières années d'après-guerre, le Canada avait jugé bon d'ouvrir des crédits à ses principaux clients d'Europe occidentale, afin que ces derniers puissent continuer de lui acheter des produits essentiels pour eux. Ainsi, le Canada avait-il dû utiliser ses réserves de dollars et d'or pour financer le déficit de son commerce avec les Etats-Unis. En 1948-1949, les difficultés dans ce domaine avaient été atténuées grâce au plan Marshall, qui a permis aux Etats qui en bénéficiaient d'effectuer des achats au Canada, en Amérique latine et dans d'autres pays encore. Toutefois, pour assurer l'équilibre de sa balance des paiements, le Canada avait dû accroître ses exportations à destination des Etats-Unis, ainsi que ses importations en provenance des pays du Commonwealth britannique, de l'Europe occidentale et des pays qui sont contraints de considérer le dollar canadien comme une monnaie forte.

45. Vers le milieu de 1950, les problèmes qui s'étaient posés dans ce domaine étaient sur le point d'être résolus. Les exportations totales du Canada pour cette année-là étaient de 4 pour 100 supérieures à celles de 1949. Le trait significatif de ce développement était que les exportations à destination des Etats-Unis avaient augmenté de 34 pour 100 par rapport à l'année précédente, ce qui avait permis de ramener le déficit des transactions avec les Etats-Unis à quelques centaines de millions de dollars. Le Canada a pu ainsi continuer d'appliquer sa politique ouverte qui consiste à lever les restrictions en vigueur appliquées aux importations en provenance des Etats-Unis. Au cours de 1950, le Canada a également été à même d'assurer l'équilibre de son commerce bilatéral avec le Royaume-Uni et les pays du Commonwealth, d'une part, et ses plus gros clients de l'Europe

occidentale, d'autre part. Les importations en provenance de ces pays ont augmenté dans une mesure appréciable; par contre, les exportations du Canada à destination du Royaume-Uni et d'autres pays du Commonwealth ont diminué de 35 à 40 pour 100.

46. La situation de l'économie mondiale vers le milieu de 1950, avant l'intervention communiste en Corée, permettait de constater que, pour la première fois depuis la fin de la guerre, l'économie commençait à se stabiliser. Le volume de la production en Europe avait régulièrement augmenté et avait dépassé le niveau d'avant-guerre. Une dévaluation massive, mais nécessaire, des monnaies par rapport au dollar s'était effectuée dans maints pays du monde sans soulever de protestations ni provoquer de difficultés sur le plan international; elle avait permis de régulariser et d'intensifier le commerce mondial. Parallèlement, il avait été mis fin à la régression temporaire du niveau des prix aux Etats-Unis, qui s'était manifestée en 1949, et, dès le début de 1950, on avait pu constater une reprise de la production dans ce pays qui joue un rôle si important dans le commerce mondial. Le niveau des prix des matières premières dans le monde entier avait commencé à se relever, ce qui avait amélioré la balance des paiements des pays spécialisés dans la production de matières premières, notamment les pays insuffisamment développés.

47. Cette amélioration avait pu avoir lieu grâce aux mesures prises par les gouvernements et par les entreprises privées, sur le plan national, et grâce à la collaboration économique sur le plan international. Des indices certains prouvaient le renouveau de l'économie mondiale, ainsi que le Président du Conseil d'administration du Fonds monétaire international (FMI) l'a déclaré lors de la 450^{ème} séance. Il est vrai que, dans certains cas, l'amélioration était due, non pas à un accroissement des exportations, mais à une diminution des importations par suite de l'application de restrictions de caractère parfois discriminatoire et contraire à une plus grande liberté du commerce mondial. Il n'en reste pas moins vrai que l'année 1950 avait permis de constater un progrès appréciable et encourageant dans le relèvement de l'économie mondiale et il est particulièrement tragique de voir comment cette évolution est maintenant menacée par de graves événements politiques dont personne n'ignore les responsables.

48. La délégation du Canada pense, comme les délégations de la Belgique et des Etats-Unis, que les progrès réalisés pourront être maintenus. Toutefois, il est évident que l'obligation pour les Etats signataires du Traité de l'Atlantique Nord de développer leurs défenses crée un élément nouveau qui obscurcit la situation économique internationale. Des pénuries de produits et de matériel nécessaires à la défense commencent à se faire sentir et se traduisent par des pénuries de certains biens de consommation ou de matériel nécessaire au développement économique en général; ainsi que par une hausse des prix et une nouvelle menace d'inflation dans le monde. Les dépenses destinées à la défense ne contribuent certes pas au bien-être des peuples, mais elles sont absolument nécessaires pour assurer le maintien de la paix et de la liberté dans le monde qui sont les fondements des progrès sociaux et économiques que l'on cherche à réaliser.

49. Le Canada espère que cette augmentation des moyens de défense ne portera pas sérieusement atteinte au niveau de vie courant de la population. Toutefois, il serait peu réaliste, et même dangereux, de prétendre que les efforts rendus nécessaires par la défense n'entraîneront pas de sacrifices de la part des citoyens canadiens et n'influeront pas sur le volume des exportations à destination des pays qui dépendent partiellement du Canada pour se procurer les matières premières et les articles manufacturés dont il ont besoin. Le Canada est au nombre des plus gros exportateurs de métaux non ferreux, de certains minéraux et produits chimiques et de produits de l'industrie forestière. Or, un grand nombre de ces produits sont appelés à être utilisés en quantités considérables pour la défense du Canada et pour celle des autres pays signataires du Traité de l'Atlantique Nord.

50. Quelques chiffres permettront de se faire une idée de l'étendue du problème. Au cours de l'année 1950, les dépenses afférentes à la défense et à l'assistance mutuelle se sont élevées au Canada à 500 millions de dollars sur un budget total de 2 milliards 500 millions. Pour l'exercice financier 1951-1952, les dépenses afférentes à la défense, y compris l'aide fournie aux autres pays signataires du Traité de l'Atlantique Nord, exigeront des crédits d'environ 1 milliard 600 millions de dollars, alors que le budget national total pour les dépenses afférentes à tous les biens et services était, en 1950, de 17 ou 18 milliards de dollars.

51. Le représentant du Canada considère, à ce propos, qu'il pourrait faire quelques remarques au sujet des observations du représentant de l'URSS sur les dépenses de défense nationale du Canada. Il est vrai que les crédits de la défense, qui sont de l'ordre de 1 milliard 600 millions de dollars, représentent 52 pour 100 du budget fédéral, mais ce budget ne représente qu'une partie du produit national total du pays. Cette somme de 1 milliard 600 millions est relativement moins importante et l'on se fait une idée plus juste de son ordre de grandeur lorsqu'on la compare au produit national total du Canada, qui s'élève à 18 milliards de dollars. Répondant à l'assertion du représentant de l'URSS selon laquelle les Etats-Unis auraient fait pression sur le Canada, dans le domaine de la défense, le représentant du Canada déclare que la nécessité de dépenses pour la défense résulte non pas de pressions exercées par les Etats-Unis, mais de celle que fait peser sur le monde la politique de l'URSS. Il tient à dire que le Canada n'a pas plus été l'objet de pressions de la part des Etats-Unis dans le domaine de la défense qu'il ne l'a été lorsqu'il a lutté pour la liberté et la démocratie au cours des deux guerres mondiales. En fait, dans les deux cas, le Canada est entré en guerre avant les Etats-Unis.

52. Le représentant du Canada se déclare heureux néanmoins d'apprendre que l'URSS est parvenue à réparer tous les dommages qu'elle a subis du fait de la guerre et même à améliorer les conditions antérieures. Ces activités pacifiques sont dignes des plus grands éloges, mais il est inquiétant d'apprendre qu'un général soviétique a déclaré que l'armée de l'URSS est actuellement la plus forte du monde, bien qu'il ait ajouté qu'elle n'avait aucune intention agressive. Si les progrès réalisés en URSS depuis la guerre ont été aussi frappants,

pourquoi ne pas déchirer le "rideau de fer" et laisser voir ces réalisations au reste du monde? Le monde libre ressent le besoin de s'armer pour se protéger contre une agression venant de ceux qui prétendent posséder l'armée la plus forte du monde; pourtant, il ne serait que trop heureux de pouvoir croire aux intentions pacifiques de ceux contre lesquels il ressent le besoin de se protéger; mais il faut pour cela plus que des mots, il faut des preuves que l'on puisse vérifier.

53. Jusqu'au moment de l'intervention communiste en Corée, il était possible de prétendre que les mesures complémentaires de défense prévues à ce moment-là pouvaient être exécutées sans qu'il en résultât des inconvénients majeurs pour la population. Cela n'est certainement plus vrai à l'heure actuelle. Il est encore trop tôt pour déterminer les mesures fiscales qu'il y aura lieu de prendre pour faciliter l'utilisation des ressources canadiennes en vue de la production nécessaire à la défense sans déséquilibrer l'économie du pays et porter atteinte au bien-être de ses habitants. Toutefois, le Gouvernement canadien a déjà annoncé qu'il avait l'intention d'équilibrer son budget en veillant, notamment, à ne pas contracter de dettes. Par ailleurs, il a déjà pris des mesures en vue de donner une priorité à la production d'articles rares et nécessaires à la défense. Simultanément, l'usage de ces produits à des fins civiles est limité, notamment en ce qui concerne l'acier, un certain nombre de métaux rares et de matières premières. L'exécution du programme de défense rendra nécessaires de nouvelles restrictions de cette nature. Le gouvernement sera appelé à décider quelles ressources complémentaires de main-d'œuvre et de matériel nécessaires au secteur de l'économie destiné à la défense pourront être obtenues par une réduction des investissements de capitaux dans des activités non essentielles ou par une réduction de la production des biens de consommation destinés à l'économie civile. Il est, bien entendu, difficile de prévoir l'étendue des sacrifices auxquels devra consentir la population. Après les représentants de la Belgique et des Etats-Unis, M. Kearney signale que les efforts faits actuellement ne sont pas comparables à ceux qui ont été déployés pendant la dernière guerre, où 45 pour 100 de la production nette du Canada étaient destinés aux forces armées. Quoi qu'il en soit, la population civile sera invitée à faire des sacrifices; elle y consentira sans hésiter. On ne peut nier que les activités nécessaires à la défense nuiront à la fourniture des biens et des services indispensables au développement économique des régions insuffisamment développées, mais l'on ne sait encore dans quelle mesure. Il est évident, néanmoins, qu'il faudra, dans l'intérêt de tous, chercher à limiter le plus possible les inconvénients éventuels.

54. En outre, le programme de défense du Canada exigera des importations complémentaires de nombreux produits de base et matières premières. Pour payer ces importations, le Canada devra continuer à exporter; aussi, on peut s'attendre à ce qu'il ne néglige aucun effort pour maintenir ses exportations à destination des pays insuffisamment développés et des pays qui participent au plan de défense mutuelle. Il s'efforcera également par tous les moyens de prévenir l'inflation, afin de protéger ses citoyens ainsi que ses clients. La délégation du Canada approuve entièrement les mesures énergi-

ques contre l'inflation qui ont été préconisées, notamment par les représentants du Chili et du FMI.

55. M. Kearney signale enfin que le Canada a déjà commencé à créer le dispositif nécessaire à la réalisation des travaux de première priorité, tant dans le secteur civil que dans le secteur de l'économie relatif à la défense. Les pays qui comptent sur le Canada pour se procurer des produits essentiels recevront le même traitement équitable que celui que le Canada accorde à ses citoyens et à ses industries. Leurs demandes recevront la considération qu'elles méritent de la part du même dispositif administratif que celui qui est destiné à assurer la satisfaction des besoins essentiels du Canada. Toutefois, ce pays accordera la priorité à la protection du mode de vie canadien et de la liberté dont il jouit si heureusement.

56. M. TCHERNYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) regrette de constater que le représentant du Canada a employé, au cours de son intervention, l'expression "rideau de fer". Il faut reconnaître qu'une telle expression n'est pas digne du ton des débats du Conseil. La délégation de l'URSS, pour sa part, estime que rien ne justifie une telle allusion et espère que l'expression en question sera dorénavant bannie du vocabulaire du Conseil.

57. M. ARROYO TORRES (Uruguay) déclare que la délégation de l'Uruguay a pleinement conscience du caractère que doit avoir son intervention devant le Conseil. D'une part, elle représente un petit pays aux ressources naturelles limitées; d'autre part, l'opinion et la position de l'Uruguay dans les domaines économique et social ne sont pas négligeables, du fait de ce que l'on peut appeler "l'expérience uruguayenne". C'est donc une compréhension exacte de ce qu'il représente dans le monde que l'Uruguay exposera sa position au sujet de la situation économique mondiale.

58. L'Uruguay a une confiance absolue dans l'efficacité des organismes de coopération internationale; toutefois, il ne croit pas que de tels organismes, quelles que soient leur puissance et leur efficacité, puissent, à eux seuls, résoudre les divers problèmes qui affectent l'économie mondiale. Il faut exiger un effort pondéré des économies nationales, car des résultats obtenus par ces économies dépend en grande partie la solution des graves problèmes de l'économie mondiale. Les années d'après-guerre ont mis toutes les économies nationales à dure épreuve. L'Uruguay a affronté tous les problèmes qui se sont posés à lui et il pense être en droit d'exposer son point de vue en la matière.

59. La démocratie uruguayenne s'est fondée sur la prémisses suivant laquelle: une situation économique solide ne peut conduire à un développement total que si elle repose fermement sur une organisation vraiment démocratique qui respecte toutes les libertés et considère l'être humain comme une fin et non comme un moyen. La stabilité de la démocratie doit s'appuyer sur une solide garantie juridique; un système juridique capable de garantir tous les droits et, par conséquent, tous les intérêts, est en effet le seul moyen de créer une ambiance de paix et de sérénité permettant d'affronter les problèmes économiques et sociaux. De plus, l'Uruguay estime qu'il faut, dès le début, donner à l'homme les moyens

nécessaires pour qu'il puisse satisfaire ses besoins matériels et culturels.

60. L'Uruguay s'est attaqué à tous les problèmes sociaux; il a adopté et mis en vigueur des programmes libéraux de sécurité sociale; il a favorisé le respect le plus complet des droits et des libertés fondamentales de l'homme. C'est pourquoi il offre son expérience, non seulement pour ce qu'il a réalisé dans le passé, mais aussi pour ce qu'il a fait dans la période de transition de l'après-guerre. Au stade actuel de son développement économique, l'Uruguay peut montrer que ses efforts lui ont permis d'augmenter sa capacité de production, en même temps qu'il affermissait sa monnaie et qu'il élevait le niveau de vie de sa classe laborieuse.

61. L'Uruguay estime qu'il a marché dans la bonne voie. Il a veillé à son ordre économique et social; il a consacré ses réserves à la production de biens d'équipement et il a évité, par des mesures directes et indirectes, tout excès dans la production des biens de consommation.

62. Bien que ses ressources soient limitées, l'Uruguay n'a pas eu trop de peine à élever le niveau culturel des masses de travailleurs. Il tient à signaler le fait, car il estime qu'en élevant le niveau culturel des travailleurs on garantit non seulement la stabilité de la démocratie, mais encore l'efficacité du travail de l'homme.

63. En 1947, l'Uruguay a eu une balance commerciale nettement défavorable. C'était là la conséquence logique du fait que, pendant plusieurs années, l'Uruguay n'avait pas pu s'approvisionner en biens d'équipement et qu'il a donc dû effectuer tout à coup des achats massifs. Dans ces conditions anormales, l'Uruguay s'est vu dans l'obligation d'imposer des restrictions aux importations: il lui fallait à tout prix acheter avant tout des biens d'équipement. En même temps, il a contrôlé le crédit, afin de le diriger vers les biens d'équipement. De la sorte, l'Uruguay a augmenté sa production et a affermi la valeur de sa monnaie.

64. L'Uruguay a soigneusement veillé à l'augmentation des moyens de paiement. Il se rend parfaitement compte qu'il est très facile d'entrer dans la spirale inflationniste, mais qu'il est très difficile d'en sortir; il se rend également compte que la valeur de la monnaie a des répercussions non seulement sur le marché international, mais aussi sur les prix intérieurs. L'Uruguay a rencontré quelques difficultés, mais elles sont parfaitement explicables, étant donné que, s'il est facile d'augmenter rapidement les salaires et les traitements, on ne peut pas en même temps augmenter la production de façon identique.

65. L'Uruguay n'a pas senti la nécessité d'avoir recours aux emprunts internationaux. En effet, les conditions de sécurité sociale et économique qu'il a pu créer ont attiré les investissements privés, nationaux et étrangers, et son économie s'en ressent déjà. L'Uruguay estime essentiel de maintenir la liberté la plus absolue à l'entrée et à la sortie des capitaux; de plus, il a jugé inutile de créer un impôt sur la rente. Il estime, en effet, que si les économies peu développées justifient des impôts sur les profits excessifs, elles n'appellent pas d'impôt sur la rente, car ce dernier met

obstacle à l'apport du capital privé nécessaire pour le développement économique et social.

66. Le représentant de l'Uruguay tient à souligner que, si son pays a dû procéder à un choix en ce qui concerne ses achats, il ne croit pas pour autant à un retour au mercantilisme et n'accepte pas ce dernier comme normal dans les circonstances actuelles. Le fait est que le monde connaît une période de transition et que l'on doit agir selon des critères réalistes.

67. Le Fonds monétaire international a parfaitement compris cette situation; le Président de son Conseil d'administration l'a montré lorsqu'il a déclaré au Conseil (450ème séance) que le retour à une situation normale ne pouvait être que progressif, que le FMI ne désirait pas que, par un abandon trop rapide ou trop complet des restrictions, les réserves d'un pays soient réduites à un niveau dangereusement bas, mais qu'il encouragerait et qu'il aiderait, le cas échéant, tout pays qui, parallèlement à l'amélioration de sa balance de paiements, poursuivra une politique qui renforcera ses réserves tout en réduisant ses restrictions.

68. L'Uruguay appartient au groupe de pays démocratiques qui se proposent de faire les plus grands efforts pour sauvegarder la liberté et l'avenir de l'homme. Aujourd'hui comme hier, l'Uruguay est décidé à coopérer avec les organismes internationaux qui se consacrent à cette tâche.

69. Dans l'avenir immédiat, de graves problèmes se poseront à tous les pays; mais la délégation de l'Uruguay tient à traiter principalement de ceux qui affectent les pays peu développés. Elle partage l'opinion de la délégation du Chili sur le fait qu'il ne faudrait pas interrompre la fourniture des biens d'équipement destinés à augmenter la qualité et le volume de la production des pays peu développés.

70. Etant donné que les pays peu développés n'ont pas la possibilité de se donner eux-mêmes l'outillage industriel nécessaire, il est essentiel que les pays en mesure de le fournir, tout en produisant les biens d'équipement rendus nécessaires et même indispensables pour la sécurité, s'efforcent d'accorder un traitement préférentiel aux biens d'équipement destinés aux pays peu développés; cela, non seulement pour ne pas arrêter le développement économique et social de ces pays, mais aussi pour rendre plus efficace leur collaboration avec les peuples qui s'attachent à sauvegarder l'avenir de l'homme.

71. L'Uruguay estime que tous les pays doivent coordonner leurs efforts pour éviter les effets néfastes de l'inflation. La hausse des prix des biens exigés par les nécessités militaires peut disloquer toutes les économies. Une solution possible serait d'avoir recours, temporairement et avec modération, aux différences de cours des changes pour orienter les productions.

72. L'Uruguay demande pour ses matières premières des prix permettant de donner à sa classe laborieuse un niveau de vie décent. Les profits servent uniquement à réaliser les plans de sécurité sociale et de développement économique. Il se rend compte, évidemment, que l'augmentation des prix des matières pre-

mières entraîne fatalement une augmentation des prix de l'équipement industriel et des produits manufacturés. Toutefois, il estime qu'il doit demander des prix ne l'obligeant pas à renoncer au principe fondamental, consacré par la législation uruguayenne, selon lequel tous les travailleurs doivent avoir des conditions d'existence décentes.

73. L'Uruguay envisage l'avenir avec sérénité, à la suite de l'assurance donnée par la délégation des Etats-Unis, selon laquelle le programme de réarme-

ment de ce pays ne portera pas atteinte aux services gouvernementaux de bien-être social.

74. Le représentant de l'Uruguay ne voudrait pas terminer son exposé sans déclarer que son pays serait heureux de voir analyser en détail les solutions qu'il a adoptées dans les domaines économique, financier et monétaire, les efforts qu'il a réalisés pour équilibrer son budget et les méthodes auxquelles il a eu recours pour affermir sa monnaie.

La séance est levée à 18 h. 10.